

Questions orales

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, le gouvernement connaît très bien les risques que comporte la proposition mentionnée par le député. J'ai examiné ce qui pourrait se faire le jour où l'on permettrait le libre-échange. Je tiens à signaler au député que mon ministère examinera la situation en détail. Mais, à mon avis, ce qu'il importe de reconnaître pour l'instant, c'est que notre industrie est menacée. En même temps, nous nous sommes engagés à fond à libéraliser notre commerce.

Des voix: Oh, oh!

* * *

L'INDUSTRIE**L'AUTOMOBILE—LES RECOMMANDATIONS DU SYNDICAT DES TRAVAILLEURS UNIS—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT**

M. Max Saltsman (Waterloo-Cambridge): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser ma question au ministre de l'Industrie et du Commerce, et j'espère cette fois obtenir une seule réponse et non pas deux. En février dernier, des représentants des travailleurs unis de l'automobile ont rendu visite au ministre et lui ont soumis un mémoire contenant un certain nombre de propositions destinées à améliorer la situation dans l'industrie de l'automobile. Le ministre a alors répondu qu'il étudierait très sérieusement ces propositions et qu'il annoncerait très prochainement des mesures. Peut-il maintenant nous renseigner sur les discussions qui ont lieu actuellement à propos de ces propositions des travailleurs unis de l'automobile, et nous préciser quelles suites éventuelles il envisage de donner à ce mémoire?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, j'ai répondu à ce mémoire des travailleurs unis de l'automobile, et je pense que le député a pu prendre connaissance de cette réponse. J'ai relevé un certain nombre de propositions formulées par les travailleurs unis de l'automobile, notamment celle d'un rapport annuel sur le commerce automobile entre le Canada et les États-Unis. C'est une chose que nous ferons effectivement désormais.

Quant à l'autre initiative annoncée il y a quelques mois à la suite de cette rencontre, elle devait stimuler l'industrie des pièces automobile au Canada grâce à des remises tarifaires sur les réimportations au Canada de pièces automobiles fabriquées par des compagnies canadiennes mais destinées à des automobiles étrangères.

L'AUTOMOBILE—LA SITUATION DE L'EMPLOI—LES MESURES ENVISAGÉES

M. Max Saltsman (Waterloo-Cambridge): Puis-je demander au ministre s'il compte toujours sur une reprise des marchés canadien et américain pour améliorer la situation de l'emploi dans l'industrie automobile, ou s'il prend des mesures concrètes outre celles qu'il a déjà annoncées. Je pose cette question parce que j'ai l'impression que toute ce que l'on a fait jusqu'à présent s'est soldé

[M. Corbin.]

par un échec retentissant. En fait, les concessions du programme de remises n'ont pas donné le moindre résultat. Je voudrais donc savoir si le ministre envisage de prendre de nouvelles mesures pour améliorer la situation de l'emploi dans l'industrie automobile au Canada.

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce): J'ai précisé que nous procédions à un certain nombre de nouvelles initiatives en vue d'aider l'industrie automobile canadienne, en particulier les fabricants de pièces détachées, à trouver de nouveaux marchés. Je dois en même temps rappeler au député que, sachant que 80 p. 100 de ce marché se situe aux États-Unis, il ne saurait y avoir de reprise de l'industrie automobile canadienne tant que le marché américain ne se sera pas relevé.

* * *

LES AÉROPORTS**VANCOUVER—L'OPPORTUNITÉ DU RENVOI DU PROJET DE PROLONGEMENT DES PISTES AU COMITÉ PERMANENT**

M. John A. Fraser (Vancouver-Sud): Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le ministre des Transports qui découle de ses remarques de l'autre jour. Peut-il dire à la Chambre si les études concernant l'aéroport de Vancouver, au sujet desquelles je l'ai interrogé, seront déposées à la Chambre et renvoyées au comité permanent des transports et des communications avant l'ajournement de la présente session?

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Je devrai voir les rapports avant de prendre quelque décision à ce sujet, monsieur l'Orateur. Entre-temps, j'entends rencontrer le ministre des Transports de la Colombie-Britannique et discuter de toute l'affaire avec lui. Je ne peux dire à ce moment-ci exactement ce que nous ferons avec le rapport.

VANCOUVER—DEMANDE D'ÉTUDE DES RAPPORTS AU COMITÉ AVANT LA MISE EN CHANTIER

M. John A. Fraser (Vancouver-Sud): Je remercie le ministre de sa réponse. Le 9 juillet, il a dit, comme en fait foi le harsard:

Monsieur l'Orateur, je suis prêt à déposer tous les rapports à la Chambre et à les faire renvoyer au comité permanent des transports pour une étude approfondie.

Puis-je lui demander si cela signifie que le gouvernement ou son ministère ne prendront aucune décision au sujet de l'aéroport international avant que le comité permanent des transports et des communications ait eu l'occasion d'étudier les rapports que le ministre réunit actuellement?

● (1440)

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Cela dépendra du moment où je recevrai le rapport. Il y a une différence si je le reçois demain ou dans un mois. Je me suis engagé auprès du comité permanent des transports et des communications à étudier tous les grands problèmes de transport au Canada, et je m'en tiendrai à cela jusqu'à ce que j'aie de bonnes raisons d'agir autrement.